

# Comment la Chine gère la grogne sociale pendant les JO

Publié le 11/08/2008  
par **Hélène Le Bail**

0 commentaire

NOTE DE L'ARTICLE :

+1 2 -1 0

DANS LA CATEGORIE :  
INTERNATIONAL

Comment la Chine gère la grogne sociale pendant les JO

Au Congrès américain, le procès de George W. Bush

La France se met-elle au diapason de la Chine ?

DU MEME AUTEUR :

Comment la Chine gère la grogne sociale pendant les JO

Alors que le gouvernement chinois a lancé à Pékin des projets de construction grandioses et qu'une partie de la population a assisté à la grande cérémonie d'ouverture, une autre partie des Chinois a été invitée à quitter la ville de Pékin ou à suspendre ses revendications le temps des festivités. Les dépenses réalisées pour accueillir les JO peuvent être très amères pour les plus démunis dans ce pays encore largement en voie de développement.

## Répression ou "harmonie sociale" ?

Ainsi, à la veille de l'ouverture des Jeux, la prise en compte des doléances de la population s'est à nouveau posée avec acuité. Or la situation est tendue : les autorités centrales veulent s'assurer qu'aucun événement d'ampleur ne viendra perturber le déroulement des JO, mais pour cela la meilleure politique est-elle de durcir la répression et de repousser à plus tard le traitement des revendications d'une population usée par les expropriations, les salaires impayés et la corruption des autorités locales ? Ou, au contraire, vaut-il mieux presser les autorités locales à se montrer plus à l'écoute des griefs de leur population et à travailler plus dur à la fameuse "harmonie sociale" afin d'éviter que les doléances ne dégénèrent en protestations massives, voire violentes ?

Toute manifestation de masse durant les JO ferait l'objet d'une répression sévère. Les autorités chinoises ont certes fait passer des directives allant dans le sens d'un contrôle renforcé à l'égard des protestataires. Des dirigeants locaux ont ainsi relayé des directives selon lesquelles aucun pétitionnaire ne pourrait se rendre à Pékin ou dans la capitale provinciale pendant la durée des JO, ou encore que toute manifestation de masse durant cette période ferait l'objet d'une répression sévère. Toutefois, le 24 juillet dernier, La Commission centrale du Contrôle de la discipline (la plus haute instance de contrôle du PCC) et le Bureau central des Lettres et des Visites ont adopté deux nouvelles mesures pour limiter la gestion trop brutale des manifestations par les dirigeants locaux.

## Limiter la répression pour calmer les tensions

Ces mesures sont une réponse aux événements qui se sont déroulés dans la province du Guizhou à la suite de la présomption de viol et d'assassinat d'une adolescente par le fils d'un dirigeant local qui n'aurait pas été inquiété par la police. Cet événement venu renforcer l'exaspération de la population quant aux questions de passe droit et de corruption a déclenché des manifestations violentes. Parti d'un groupe de 500 collégiens, 10000 personnes environ se sont jointes aux manifestants, des bureaux du gouvernement ont été incendiés, des voitures brûlées et plus d'une centaine de personnes blessées.

Peu avant la publication de ces mesures, un [nouvel événement à Kunming](#) est encore venu renforcer les craintes que de tels événements pouvaient avoir lieu pendant les JO et qu'il serait difficile pour les autorités chinoises de tout contrôler. La volonté des autorités centrales de calmer les tensions en prouvant sa volonté de se mettre du côté du peuple peut ainsi expliquer l'adoption des mesures.

## Les dirigeants locaux dans le collimateur de Pékin

Pour la première fois, le gouvernement central a décidé de peines au sein de l'administration et du Parti pour des offenses portées à la population. Les nouvelles mesures établissent des sentences à l'égard des dirigeants locaux qui auraient recours de façon abusive aux forces de police et à l'usage des armes pour régler les "incidents collectifs" (daguimo shijian). La liste d'une douzaine de cas condamnables dans la gestion des principales doléances de la population a été dressée (délais trop long de traitement, négligence ou gestion trop brutale du

problème). Dans ces cas de figure, et en particulier si les protestations dégénèrent en mouvements de masse, les fonctionnaires ou les membres du PCC pourraient être inculpés. C'est la première fois que le gouvernement central a décidé de peines au sein de l'administration et du Parti pour des offenses ainsi portées à la population.

### **Mesures de façade ou d'urgence ?**

Les précédentes mesures remarquables prises à ce sujet dataient d'avril 2000 et étaient beaucoup plus ambiguës. Si d'un côté elles réaffirmaient la responsabilité incombant aux forces de polices de protéger les droits et les intérêts du peuple, et la nécessité d'utiliser des méthodes douces de persuasion dans les cas de grèves et de manifestations pacifiques, d'un autre côté, elles réaffirmaient le pouvoir des autorités locales de sévir dans le cas de mouvements de masse déclenchés par des "éléments hostiles" afin de préserver l'harmonie sociale. L'impact de ces mesures est lui aussi ambigu. Certains travaux soulignent que nombre de gouvernements locaux ont favorisé la conciliation lors des grèves et manifestations au cours des dernières années. Mais de nombreux cas de violence à l'égard de manifestants ont encore été rapportés.

Cette dernière remarque souligne combien la mise en pratique au niveau local des directives est importante. Cette question se pose évidemment pour les nouvelles mesures décrites ci-dessus. Si ces mesures sont mises en application de manière efficace, il n'est pas exclu que cette période des JO nourrisse finalement des avancées en terme d'expression des inégalités. Il ne faudrait pas seulement y voir une mesure de façade prise sous les regards de la communauté internationale, mais plutôt une mesure d'urgence, telle que les autorités centrales ont déjà su en prendre lorsque la colère devient trop explosive.

---

Contre-Feux est un site d'analyse et de débat interactif sur le monde contemporain. Spécialistes et internautes y présentent leurs points de vue, mais échangent aussi leurs expériences.